

L'Humanité *rouge*

Proétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !



1F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

N° 279

Mercredi 4 juin 1975

L'URSS, UN VRAI PILLARD

Ces derniers temps, le visage « démocratique » des dirigeants du P.C.F. a pris un sacré coup. Quant à la façade socialiste de l'URSS de Brejnev qu'ils vantent tant, elle est de plus en plus délabrée et menace de s'écrouler complètement. A tel point que la direction révisionniste du P.C.F. sur la défensive a dû déclencher l'artillerie lourde. L'Humanité blanche est pleine de pages sur les « libertés » et sur l'URSS. Nous avons eu l'occasion dans nos précédents éditoriaux de montrer comment les révisionnistes en général et le P.C.F. en particulier n'ont pas cessé de lever la main sur les libertés de la classe ouvrière et des révolutionnaires depuis dix ans. C'est pourquoi si nous ne devons avoir aucune illusion sur la démocratie bourgeoise, dictature des exploités qui réprime la classe ouvrière et le peuple, nous devons savoir que les révisionnistes au pouvoir c'est encore pire, c'est le social-fascisme et l'asservissement au social-impérialisme russe.

Abordons aujourd'hui la question : l'URSS est-elle un pays socialiste ?

A vrai dire la question ne se pose même plus. L'Humanité révisionniste du 3 juin est plutôt obligée de poser la question : « L'Union soviétique pille-t-elle les autres pays socialistes ? ». Bien sûr la réponse c'est « non, non, rassurez vous, l'URSS ne pille pas les autres pays socialistes, l'augmentation de 100 % des combustibles qui leur sont vendus par l'URSS ce n'est rien du tout puisque c'est en dessous du prix mondial ». Mais allez plutôt demander ce qu'ils en pensent aux peuples des pays de l'Est contraints de produire plus sans augmentation de salaire pour payer le créancier russe. Ou encore souvenez-vous de la réponse que l'URSS fit à l'Iran lorsque ce pays exigea à juste titre que son pétrole lui soit payé à un prix plus élevé, d'ailleurs encore inférieur au cours mondial. Avec quelle obstination les révisionnistes russes ne refusèrent-ils pas pendant longtemps les exigences iraniennes ! Quand dans le même temps ils vendaient quatre fois plus cher à la France le gaz naturel prélevé en Iran et en Irak. Mais ce n'est là qu'un exemple. L'URSS ne pillerait pas les pays en voie de développement d'après l'Humanité blanche. Demandez plutôt au peuple égyptien dont l'URSS est paraît-il « l'allié naturel » : actuellement l'URSS coupe les fournitures d'armes à l'Egypte tout en la pressant de rembourser ses dettes afin de la soumettre à ses volontés. Quand les peuples et les armées égyptiens, syriens et palestiniens se soulevèrent en octobre 1973 dans la guerre contre l'agression sioniste, l'URSS rançonna l'Egypte en exigeant le paiement comptant des armes. Après la guerre d'octobre elle s'est servie du besoin de l'Egypte en armes pour se défendre, comme d'un moyen de chantage pour obtenir des bases militaires. D'autre part, comme l'Egypte est un pays en voie de développement dont les difficultés ont été aggravées par l'agression et la menace d'agression permanente, les lourdes dettes qu'elle a vis-à-vis de l'URSS sont cause de souffrances supplémentaires pour le peuple égyptien qui doit payer de sa sueur et de son sang les munitions vendues au prix fort par l'URSS. D'autant plus que c'est à vil prix que l'URSS, elle, emporte les produits qu'elle a exigé comme paiement en nature. Voilà « l'internationalisme prolétarien » comme le conçoivent les révisionnistes russes ! Autant dire que cela n'a rien à voir avec la conception qu'ont toujours eu les marxistes-léninistes de l'aide véritable, mutuelle que s'accordent les peuples révolutionnaires. L'aide à la révisionniste russe c'est tout simplement du pillage impérialiste.

Où, le révisionnisme russe est bien l'un des deux grands pillards internationaux. Cette vérité ne cessera d'apparaître clairement aux peuples et ses larbins français, les Marchais, Leroy, Kanapa et autres Catala n'y pourront rien.

Chirac veut une main d'oeuvre bon marché ...

Plus de 500 000 jeunes sont aujourd'hui au chômage. 600 000 autres vont quitter l'école à la fin du mois et déjà plus du tiers d'entre eux sont sûrs de ne pas trouver de travail. Quant à ceux qui en auront ils seront payés à des salaires de misère.

C'est aujourd'hui à l'Assemblée nationale que Chirac doit annoncer certaines mesures qui ne visent qu'à jeter un rideau de fumée par crainte de la colère qui s'accumule parmi la jeunesse.

Pour assurer soi-disant l'emploi des jeunes, Chirac va annoncer la mise en place de « contrats de formation ». De quoi s'agit-il ? Les jeunes ouvriers seraient embauchés au SMIG pour recevoir une « formation professionnelle ». La ficelle est grosse. Il s'agit en réalité de fournir aux capitalistes une main-d'œuvre très bon marché pour l'embauche de laquelle ils toucheront en plus des subventions de l'Etat. Ils ne tarderont pas à voir que les jeunes travailleurs en ont assez du chômage et de l'exploitation. Ces « mesures » que Chirac va annoncer ne tromperont pas la jeunesse.

... et Fourcade veut diviser pour régner

Fourcade va annoncer aujourd'hui différentes mesures pour soi-disant « lutter contre la hausse des prix ». Parmi celles-ci figure la réduction des marges bénéficiaires des commerçants. En son temps Pompidou avait essayé de recourir à la même mesure. Il s'agit de faire croire que les commerçants sont les responsables principaux de la hausse des prix et d'imposer quelques légères baisses ou maintien des prix en s'attaquant aux revenus des commerçants sans toucher aux profits des capitalistes. Ce qui a pour conséquence d'accueillir les petits commerçants à la faillite.

A l'époque où Chirac était ministre de Pompidou, les petits commerçants s'étaient dressés contre cette attaque. Ce qui risque fort de se reproduire.

L.Senghor

POUR UNE DISCUSSION GENERALE
SUR LES MATIERES PREMIERES

Léopold Sedar Senghor, président de la République du Sénégal, s'est entretenu ces jours-ci avec Giscard d'Estaing. Les discussions ont notamment porté sur la question des matières premières. Le président Senghor a déclaré, dans une interview au journal « Le Monde », que :

« Les pays développés ont tendance à distinguer énergie, matières premières et développement. Or, à mon sens, tout cela est étroitement lié. Il n'existe en fait, qu'un seul et même problème : celui du développement... »

Il incite à ce que la conférence de Paris reprenne et que soit instauré une discussion générale sur les matières premières et non sur la seule question du pétrole, dans le but que soient dégagés quelques principes concernant la stabilisation du pouvoir d'achat.

INTERDICTION DES ARMES NUCLEAIRES EN AMERIQUE LATINE

Pourquoi l'URSS ne signe-t-elle pas le traité ?

L'Union soviétique n'a toujours pas signé le protocole additionnel 2 ou « traité sur l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine ». Voilà ce que dénonce « l'organisation pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine ». C'est « un des exemples les plus flagrants de contradiction entre les actes et les paroles » déclare cette organisation qui met en cause les « intérêts proprement spécifiques » de l'URSS dans cette affaire.

Pourquoi cet obstination à ne pas signer ? Brejnev n'a-t-il pas toujours proclamé son « soutien » aux zones régionales dénucléarisées ? N'a-t-il pas dit son « souci » de la sécurité des pays non-nucléaires ? Et pourtant, les faits sont les faits. Les pays latino-américains ont en effet exigé que les pays nucléaires s'engagent à ne pas utiliser l'arme nucléaire contre eux ni à les menacer avec elle. L'URSS n'a toujours pas signé le document latino-américain, prétextant qu'il n'est pas assez clair quant à l'interdiction de « passage » des armes dans la région. Brejnev veut donner le change et réclame encore plus de garanties pour l'Amérique latine... bravo. Mais pourquoi ne signe-t-il pas l'accord initial ? Pourquoi ne dit-il pas « clairement » — et c'est là l'essentiel — qu'il s'abstiendra, d'expérimenter, de produire, de stocker, d'installer et de déployer des armes nucléaires dans la région latino-américaine ? Pourquoi ne déclare-t-il pas

qu'il ne fera jamais passer ses engins nucléaires à travers le territoire, l'espace aérien et maritime des pays latino-américains ? Voilà des réticences qui sont grosses d'arrière pensées ; Brejnev et toute sa clique de dirigeants et militaires impérialistes n'ont pas la conscience tranquille.

Car voilà des années qu'ils ne ménagent pas leurs efforts pour élargir l'arsenal nucléaire soviétique et placent sous sa menace bon nombre de pays. En 10 ans, ils ont multiplié par 10 le nombre de leurs engins télégués intercontinentaux. Leur flotte de guerre croise sur toutes les mers du monde — sous-marins nucléaires y compris au large des côtes latino-américaines —. Et leur course aux armements nucléaires continue dans la rivalité permanente avec l'autre superpuissance. S'assurer la domination mondiale, voilà ce que sont les « intérêts proprement spécifiques de l'URSS » dont parle la déclaration de l'organisation latino-américaine. Voilà pourquoi l'URSS refuse de signer : rien ne doit entraver ses volontés hégémoniques ! Car les armes nucléaires jouent, dans les mains des révisionnistes soviétiques, le rôle d'instrument politique au service de leur rivalité pour la domination du monde entier. Ils ne l'abandonneront pas ! Et leurs paroles de « paix » et de « soutien » aux zones dénucléarisées ne sont que du bluff pour tromper les gens.

4 MILLIARDS DE ROUPIES SUPPLEMENTAIRES VOLES A L'INDE

Moscou vient récemment de changer le taux de change entre la roupie indienne et le rouble, en dévaluant la roupie... sans consulter qui que ce soit en Inde ! Un rouble valait 8,66 roupies ; il en vaut aujourd'hui 12,5. Autrement dit, quand l'Inde remboursera ses dettes à l'URSS, elle devra verser 4 milliards de roupies de plus... Par une simple manipulation monétaire !

Et ce n'est pas le seul acte de gangstérisme économique des impérialistes russes en Inde. Chacun sait, en Inde, que les machines démodées ou défectueuses, mises au rebut en Union soviétique prennent le chemin de l'Inde... sous prétexte « de renforcer le secteur public » de l'économie indienne. Chacun sait que les avions et armes fournis par l'URSS sont de mauvaise qualité et sans pièces de rechange ; pour cacher ces pratiques de margoulins, les dirigeants soviétiques, ont accepté — bons princes — de vendre leur matériel contre des roupies... Et se sont aussitôt empressés de dévaluer la roupie... Un « beau geste » qui rapporte gros !

Autre activité de gangster : l'espionnage. Il va bon train : il y a peu de temps, des « citoyens soviétiques » ont été pris la main dans le sac : ils volaient des secrets militaires indiens !

Plus récemment encore, des Soviétiques et deux officiers d'aviation indiens ont, eux aussi, été pris en flagrant délit d'espionnage !

Mais ce gangstérisme ne reste pas sans riposte : en Inde, la presse se fait l'écho d'un courant qui dénonce de plus en plus vigoureusement le social-impérialisme russe. Tel le journal « Jád-o Jehady », (La Lutte) qui conclut ainsi l'un de ses articles :

« Ainsi le social-impérialisme ne laisse-t-il échapper aucune occasion de piller notre pays dans les domaines industriel et commercial, de tendre un vaste réseau d'espionnage dans tous les secteurs de la vie et de forcer le gouvernement à accepter le système de sécurité collective en Asie pour en faire un instrument de sa stratégie globale d'agression. Dans ces circonstances, accorder foi aux déclarations d'amitié des dirigeants soviétiques envers l'Inde, ne revient-il pas à se tromper soi-même ? »

Dans le dernier

ALBANIE AUJOURD'HUI

mars-avril 1975

ENVER HOXHA : Les écrivains et les artistes sont les auxiliaires du parti dans son travail d'éducation communiste des gens de chez nous.

Abdyl Kellezi : Grand succès, brillantes perspectives (sur l'économie albanaise).

Rita Marko : Puissant levier du parti dans sa lutte révolutionnaire.

« **Ruga E Partisen** » : Le développement et la consolidation du socia-

lisme s'accompagnent de la croissance du rôle dirigeant du parti.

« **Zeri i Popullit** » : Une condition indispensable de la sauvegarde de la liberté et de l'indépendance des peuples.

En vente à E-100 - 68 Rue de Belleville - Paris 20ème.

DANS LA CAMPAGNE
CAMBODGIENNE

L'aspect de la campagne cambodgienne a complètement changé. Les terres arides sont devenues des rizières verdoyantes. Le problème de l'eau est résolu partout et il y a partout des rizières. La photo ci-dessus montre les travaux d'irrigation des rizières de la saison sèche 1975.

DEPECHE

JAPON

Le journal « Tokyo Times » vient de publier deux articles (27-28 mai) condamnant l'expansion navale de l'URSS dans tous les océans. « Elle poursuit une diplomatie de la canonnière soutenue par la force », a-t-il indiqué ajoutant sa voix à celle de tous ceux qui, au Japon, de plus en plus nombreux dénoncent l'expansion navale soviétique autour du pays.

CORÉE

Des écrivains et artistes coréens ont organisé le 27 mai à Pyongyang un grand rassemblement pour condamner la clique Pak Jung Hi qui réprime violemment les écrivains et artistes sud-coréens.

ALGERIE

Le président de la République populaire démocratique de Corée, Kim Il Sung est à Alger, où il a été chaleureusement accueilli par la population de la capitale.

A cette occasion, le président Boumedienne a indiqué :

« Comme vous, nous demeurons farouchement hostiles à toute mainmise étrangère sur notre pays. Les causes justes forment un tout indivisible que ce soit en Afrique, en Asie, en Amérique latine. L'Algérie a soutenu et soutient tous les mouvements de libération en Afrique qui luttent pour leur indépendance, tout comme notre pays soutient les causes justes en Asie et en Amérique latine. Nous sommes convaincus qu'il est impossible même par le fer et le feu, de faire agenouiller les peuples. »

Dans sa réponse, le président Kim Il Sung a souligné le rôle décisif du tiers monde et de la politique de non-alignement, dont l'Algérie est le leader :

« Si les pays du tiers monde s'unissent solidement non seulement politiquement mais renforcent leurs liens économiques et techniques sur la base de l'entraide mutuelle, ces pays pourront réaliser dans un laps de temps leur indépendance économique sans recourir aux grandes puissances. La politique de non-alignement occupe une importante place dans la lutte des peuples du tiers monde contre l'impérialisme, le colonialisme, l'agression et toutes les formes d'ingérence étrangère. »

Vendredi 13 juin, 20h30

Palais de la Mutualité (Salle B)
MEETINGSolidarité de lutte des femmes des
pays européens et du tiers mondeOrganisé par l'Humanité rouge,
avec la participation de femmes
du tiers monde.

Qui pratique les clivages politiques dans les syndicats?

S'en prenant à une déclaration du secrétaire général de la Fédération de l'Éducation nationale, André Henry, faite le 22 mai au cours d'un déjeuner de presse, le secrétaire de la CGT, André Allamy, veut nous faire croire, dans une déclaration faite le 26 mai 1975, que l'organisation syndicale CGT est blanche comme neige.

Nous n'entendons pas ici entrer dans la polémique FEN-CGT à propos des relations syndicats-partis, notre position marxiste-léniniste sur la ligne de masse a déjà été exposée dans notre presse, mais seulement montrer au travers de quelques faits significatifs que les propos d'André Allamy ne sont que mensonges.

Travailleurs lisez attentivement cet extrait de la déclaration d'André Allamy.

« Dans la CGT cohabitent, travaillent, militent ensemble des syndiqués d'opinions politiques, philosophiques ou religieuses différentes. Leur dénominateur commun est la défense des intérêts de classe des salariés, face au patronat et au pouvoir. Et leur règle d'or est la pratique de la démocratie syndicale. Vouloir procéder à des clivages politiques dans l'organisation syndicale, c'est transformer le syndicat de masse en une sorte de champ clos où s'affronteraient les différentes tendances politiques, vouant ainsi le mouvement syndical au bavardage, à la paralysie, à l'inefficacité. »

Quelle hypocrisie ne faut-il pas avoir pour déclarer cela !

Mais qui donc pratique dans les faits « les clivages politiques vouant le syndicat au bavardage, à la paralysie, à l'inefficacité » ?

Dans le concret cette façade de mots tombe d'elle-même.

A l'Alsthom Saint-Ouen en janvier 1974, le camarade Claude Lebrun est exclu de la CGT et licencié par le patronat dans l'heure, ce qui révèle la collusion révisionniste-patronat : à l'entreprise Guiffouard à Nantes en juin 1974, c'est la camarade Jeannette Pelletier qui est exclue de la CGT pour son opposition au « Programme commun de gouvernement de l'Union de la gauche » ; à Saint-Denis, c'est toute la section syndicale CGT d'Hollenstein qui est exclue de la Fédération du Livre CGT pour s'être opposée à la ligne révisionniste des dirigeants de la CGT et pour avoir pratiqué une ligne prolétarienne de lutte de classe victorieuse ; et, aussi plus récemment à l'usine Kodak de Vincennes, c'est le refus de la CGT de représenter le camarade Patrick Guillaume, soutenu par 220 signatures de travailleurs comme candidat aux élections de délégué du personnel et qui vient d'être élu délégué du personnel sur une liste CFDT.

Ces quelques éléments concrets, vécus dans les entreprises sont un témoignage irréfutable. Ceux qui pratiquent les clivages politiques et recherchent la paralysie des syndicats ce sont les dirigeants révisionnistes de la CGT.

Ils ont beau dire et beau faire, de plus en plus ils connaissent et connaîtront d'importantes difficultés car, dans chaque combat de classe leur masque social est arraché pour laisser apparaître leur hideux visage de fascistes.

LUC DACIER

GARE DE L'EST

Un cheminot envoyé à la mort par la SNCF

Ces jours derniers, un cheminot de Paris Est du service de la voie a été tué par la direction SNCF. Il avait 27 ans et laisse deux orphelins. Nouvel embauché (depuis 48 heures), la direction le parachute dans un chantier sur voies principales où les trains se succèdent à cadence accélérée. Résultat : il est tué par un train de banlieue faute de formation professionnelle qui lui aurait permis d'acquiescer les connaissances nécessaires pour se protéger. C'est la rentabilité capitaliste qui a tué notre camarade.

Il faut donc imposer un rapport de force face à la direction de la SNCF pour obtenir une embauche suffisante, l'interdiction d'envoyer des agents inexpérimentés dans les chantiers dangereux, et de toute façon une amélioration des règlements de sécurité et de formation.

L'enquête que fait la SNCF pour se donner bonne conscience et faire payer un lampiste de service n'est qu'une mystification.

Quand aux soi-disant « défenseurs des travailleurs » de la CGT ils n'ont toujours pas réagi, attendant sans doute les résultats de l'enquête officielle pour se prononcer !

La section du P.C.F. de la gare de l'Est quant à elle, a accusé dans un tract « l'austérité », comme si c'était « l'austérité du gouvernement Giscard » qui était responsable en particulier et non le régime capitaliste dans son ensemble. Cela veut dire qu'un régime capitaliste bien géré et en pleine expansion ne tue pas les travailleurs ! Car en effet, ce que veulent ces messieurs, c'est prendre en main la gestion « démocratique » de la SNCF, secteur stratégique de l'économie, afin de faciliter les entreprises impérialistes de l'URSS. Et c'est tellement vrai, qu'ils n'ont pu supporter que les cheminots marxistes-léninistes osent dénoncer ces faits à leurs camarades. En effet, alors que nous étions en train de distribuer un tract devant la cantine SNCF de la gare de l'Est, expliquant notre position ils ont tenté, vainement d'ailleurs, de nous

agresser et de nous arracher nos tracts. Ils ont dû battre en retraite devant notre détermination et la présence des travailleurs qui nous soutenaient face à ces pratiques social-fascistes. L'un des bonzes révisionnistes à d'ailleurs déclaré par la suite qu'ils avaient abandonné « parce qu'il y avait du monde ».

Face à ces provocations social-fascistes du P.C.F., nous devons renforcer notre détermination et dénoncer toujours plus ces ennemis du prolétariat.

Correspondant H.R.

MONTBELIARD (USINE L'ÉPÉE)

Soutien actif aux travailleurs en grève

Depuis le lundi 26 mai, les travailleurs de « l'Épée » (horlogerie de Sainte-Suzanne, près de Montbéliard) sont en grève avec occupation des locaux. L'usine doit être en partie rachetée par Manurhin (trust d'armement) ; celui-ci pose ses conditions : 15 licenciements d'administratifs et 120 mises en congés « provisoires ». Il prétend refuser de racheter l'usine tant qu'elle sera en grève et occupée.

La direction de « l'Épée » fait également du chantage, menace de faire évacuer les lieux par les flics et de déposer son bilan.

La grande majorité du personnel occupe jour et nuit, et exige le maintien de l'emploi pour tous, aucun licenciement.

Les cadres supérieurs, qui sont dehors, commencent à essayer de s'organiser en milice pour pénétrer dans l'usine. A trois heures du matin, ils sont venus à la porte, soi-disant pour parlementer, mais en fait pour évaluer nos forces.

Les ouvrières, avec les techniciens, règleurs et magasiniers qui occupent, ont remis une chaîne en marche. Les pièces fabriquées seront vendues directement aux clients qui acceptent de nous payer comptant. Des montres nous sont apportées de l'extérieur pour être réparées. Tout l'argent ira à la caisse de grève. Des collectes de solidarité sont organisées par les grévistes et leurs sections syndicales sur les marchés. Tous les préjugés sur les femmes qui, soi-disant, « ne sont pas capables de se défendre seules » sont battus en brèche.

Jusqu'à présent les révisionnistes du P.C.F. prennent une attitude « dure », ils veulent se mettre à la tête de la lutte pour pouvoir passer leur camelotte du Programme commun, comme solution à tous les problèmes.

En fait ils s'opposent à ce que toute organisation, qui n'approuve pas leur programme réactionnaire, participe au « comité de défense de l'emploi ». Mais toutes ces manœuvres n'empêcheront pas les communistes marxistes-léninistes de l'H.R. de populariser et soutenir la juste lutte des travailleurs de l'Épée.

Correspondante H.R.

EDF-GDF

LE PERSONNEL DES CANTINES A L'ACTION

Il existe des cantines pour le personnel d'EDF-GDF dans toute la France. La direction en a confié aux représentants des fédérations syndicales dans le cadre de la CCAS où les dirigeants révisionnistes de la CGT sont majoritaires (cf. H.R. No 277).

Le personnel des cantines a depuis longtemps une revendication primordiale : travaillant en permanence pour EDF, dans ses locaux, il veut être titularisé comme l'ensemble des travailleurs d'EDF et donc bénéficier de la garantie de l'emploi, des mêmes avantages sociaux.

Jusqu'à présent les dirigeants révisionnistes avaient réussi à encadrer les travailleurs des cantines dans un syndicat CGT à la polonoise, dirigé par deux permanents qui, eux, sont titularisés

et qui expliquaient : « On essaie de vous obtenir la titularisation, mais on ne veut pas nous recevoir, il faudrait qu'il y ait un autre gouvernement », etc.

De la même façon ils répondaient à toutes les revendications sur les conditions de travail : « Cela coûterait de l'argent à la CCAS, donc ce n'est pas possible car cela ferait des places de moins pour le personnel d'EDF pour les vacances ».

Depuis quelques mois la CFDT commence à briser le monopole du syndicat CGT unique et s'implante dans le personnel des cantines pour défendre les revendications et développer la lutte.

Aussi, pour donner le change, les révisionnistes ont décidé d'appeler le personnel des cantines à manifester mardi 3 juin au ministère de l'Industrie. La CFDT appelle aussi à cette manifestation, ainsi qu'à une autre le jeudi 5 juin auprès de la direction générale d'EDF (les révisionnistes ont refusé d'appeler à cette dernière jugeant que celle du 3 suffisait). Le personnel de certaines cantines est prêt à se mettre en grève si ces manifestations ne donnaient pas de résultat, mais les révisionnistes trouvent cela « prématuré ».

SOUTENONS LES TRAVAILLEURS DES CANTINES

Demandez,
lisez

LE SOUFFLE

PUBLICATION DES
COMMUNISTES
MARXISTES -
LÉNINISTES DE
FRANCE SUR LE
FRONT CULTUREL

Au sommaire :

— Editorial : Notre tâche actuelle — Des peintures pour une manifestation — Les mensonges de l'impressionisme — Tiers monde — Cinéma, T.V., Livres —

FOUGERES: LES REVISIONNISTES ENRAGENT

Récemment un tract du P«C»F attaquant les marxistes-léninistes a été distribué à Fougères contenant des arguments du genre : «Les arguments des torchons gauchistes sont ramassés dans les poubelles de la bourgeoisie. Réservez leur le sort qu'ils méritent : aux ordures !»

Pourquoi les révisionnistes de notre ville s'affolent-ils ainsi ?

Tout d'abord cela est dû au fait que les travailleurs fougérois comprennent de plus en plus nos positions sur la situation internationale (ainsi un travailleur que nous ne connaissions pas a repris notre analyse sur les deux superpuissances lors d'une discussion à la CFDT).

D'autre part, il y a quelques temps déjà lors d'une réunion sur la réforme Haby, un lycéen qui était intervenu pour dénoncer l'école du Programme commun a été sorti de la salle, cela s'étant produit arbitrairement tous les lycéens sont sortis, nous sommes sortis avec eux. Dehors une discussion s'est rapidement engagée en particulier par rapport à notre

ligne politique ; des éléments de la J«C» sont alors intervenus et nous avons répondu aux différents arguments qu'ils avançaient. Suite à cela, en particulier à l'attitude de la J«C» un certain nombre de jeunes ont quitté cette organisation qui avait d'ailleurs été dénoncée pendant la grève des lycéens pour ses manœuvres.

Il faut également rappeler le succès de la manifestation régionale pour le 1er mai à laquelle les militants marxistes-léninistes de Fougères avaient participé.

Aujourd'hui les révisionnistes se désespèrent de voir leur ligne de trahison dénoncée, le rôle d'agent du social-impérialisme révélé, ils en viennent à commettre les pires insultes vis-à-vis des communistes de L'Humanité Rouge, sans doute ne s'arrêteront-ils pas là, et leur nature réactionnaire les conduira aux agressions social-fascistes : cela ne peut nous intimider ; plus que jamais nous développerons notre propagande.

Correspondant H. R.

PTT: A L'EST RIEN DE NOUVEAU

A «Paris-Tri-Est», un chariot de «Parisien libéré» pirate arrive vendredi matin à la «Seine-St-Denis». Réaction des responsables CGT présents : «On ne peut rien faire, on a pas le rapport de force, on a qu'à planquer le chariot» (!?). Finalement, ils décident de faire trier cet arrivage «embarrassant» par les gars de FO (dont la fédération a pris position contre le boycott) ! Ainsi, ils ont la conscience tranquille ces messieurs ; ils pourront dire qu'ils étaient solidaires

mais que c'est FO qui a encore trahi.

Le soir, AG sur le transbordement. On apprend par le responsable de service CGT, que la grève à Paris-Brune et au Nord est un mouvement minoritaire et voué à l'échec de toute façon, donc pas question de bouger. Ah ! la belle solidarité !

Décidément, rien de nouveau après l'enterrement en beauté de notre grève de novembre, la trahison révisionniste est toujours de mise.

Correspondant H. R.

L'HYPOCRISIE DE MARCHAIS-LEROY ET LA REPRESSION SOCIALE-FASCISTE

Après avoir pris connaissance du rapport présenté par Georges Marchais au Comité central du Parti révisionniste les 27 et 28 mai 1975, que nous avons qualifié de défensif, un point particulier et bien d'actualité mérite quelques lignes. Celui-ci est d'ailleurs contenu dans «la question du stalinisme» ; cette partie du rapport révisionniste serait diffusée à dix millions d'exemplaires en même temps que la pitieuse et grossière déclaration de Georges Séguéy sur le journal «Republica» a annoncé Georges Marchais.

Sans vouloir revenir sur la question de Staline — qui agite le sommeil de «nos révisionnistes» — nous estimons nous, communistes marxistes-léninistes de France, que globalement le bilan du camarade Staline est positif mais que cependant il y a des aspects négatifs.

Sous le couvert de calomnies grossières à l'égard du camarade Staline, les révisionnistes tentent de cacher leurs crimes.

Ainsi Georges Marchais qui a probablement la mémoire courte déclare hypocritement :

«Le Parti communiste français n'a jamais, en aucune circonstance, levé la main contre les libertés. Il est le seul en France à pouvoir se présenter devant notre peuple comme le parti qui n'a jamais eu recours ni été associé à la répression, celle des

luttés ouvrières, celle des mouvements de libération nationale, ou celle de militants d'autres partis politiques.»

Après avoir été travailleur volontaire en Allemagne, voici, Marchais bien engagé sur les traces de Goebbels. Ce dernier ne disait-il pas que «plus le mensonge est gros, plus il a de chance d'être cru».

Mais les faits sont les faits et ils sont parlants. Dans les luttes de la classe ouvrière de quel côté se rangent les dirigeants révisionnistes ? Toujours du même côté, du côté des contre-révolutionnaires : les dix-sept licenciés de Renault en avril de cette année ont-ils été réintégrés ? Non ils sont chômeurs ; dans la lutte victorieuse des Lip menée d'avril 1973 à février 1974, les révisionnistes ne se trouvaient-ils pas encore une fois à l'opposé de la classe ouvrière, comme d'ailleurs lors de la grève des aiguilleurs du ciel en février-mars 1973 ; l'ouvrier révolutionnaire Pierre Overney, assassiné le 25 février 1972, ne fut-il pas calomnié, insulté au profit de son assassin Jean-Antoine Tramony, tout comme d'ailleurs le jeune militant marxiste-léniniste Gilles Tautin, victime le 10 juin 1968 à Flins de la féroce lutte de classe...

Ces faits sont significatifs et malheureusement la liste est longue et accablante pour la clique Marchais-Leroy.

SUR L'INDEPENDANCE NATIONALE

Le 29-5-75, à la Flèche dans la Sarthe, a eu lieu une conférence-débat organisée par le «Mouvement des démocrates» de Jobert, sur le thème de la défense nationale. Le colonel P. Dabiez y a pris la parole. Il a dénoncé la rivalité des deux grands pour la domination du monde qui, a-t-il dit, nous amènera à une guerre. Il a signalé le potentiel militaire gigantesque de l'URSS. Il a affirmé la nécessité de la défense nationale et notamment de l'arme nucléaire.

Mais l'orateur a sous-estimé le danger à l'intérieur que représente le P«C»F au service d'une des deux superpuissances. Il pense essentiellement la défense sous l'angle militaire et a refusé l'idée de la défense popu-

laire en arguant que lors de la dernière guerre seulement 5 % de Français ont résisté à l'agresseur. Donc qu'il ne fallait pas compter sur une défense populaire. Mais ceci bien évidemment se comprend car la bourgeoisie en tant que classe n'a rien à gagner en mobilisant une défense populaire.

Des militants marxistes-léninistes sont intervenus au cours du débat.

Le vendredi 30 mai, à Marseille, c'est Jobert qui a pris la parole. Après avoir réaffirmé la nécessité de l'indépendance nationale, il a condamné la présence des flottes des deux superpuissances en Méditerranée et a réclamé leur départ. Des applaudissements ont salué cette condamnation des superpuissances.

LE GENERAL MAURIN:

«LE DEVELOPPEMENT DES FORCES NAVALES SOVIETIQUES EST PREOCCUPANT»

Dans la revue «Défense nationale», le chef d'état-major des armées, le général Maurin, déclare :

«C'est de la mer, plus encore que des frontières terrestres, que peuvent surgir les menaces immédiates les plus graves, celles qui visent nos communications maritimes et nos approvisionnements.»

«Le développement constant des forces navales soviétiques, notamment en Méditerranée et dans l'océan Indien, ne laisse pas d'être préoccupant. Pour nous, comme pour toute nation occidentale soucieuse de ne pas voir ses approvisionnements vitaux étouffés par un blocus, il représente une menace potentielle et nous conduit à rechercher la possibilité d'un contrôle naval qui garantirait la sécurité de nos communications maritimes.»

Il est exact en effet que le déploiement de la flotte soviétique dans les océans vise à préparer un blocus de l'Europe occidentale. C'était d'ailleurs là le thème des récentes manœuvres navales qui ont mis en œuvre plus de 200 navires.

Par ailleurs, tout en admettant qu'une mobilisation populaire contre un agresseur, à l'exemple du Vietnam ou de la Yougoslavie face au nazisme, serait une «excellente chose», le général Maurin estime qu'elle n'est pas possible en France à cause dit-il du «déficit des Français de tout politicien». Quant à nous, nous estimons qu'il n'y aura pas de résistance victorieuse à une agression sans mobilisation et guerre populaires. Ce qui nécessite la politisation du peuple en particulier sur la question de l'indépendance nationale.

En juin 1967, qui a soutenu le peuple palestinien, les peuples arabes agressés par le sionisme ? En mars 1970, qui a soutenu le peuple cambodgien et dénoncé le coup d'Etat du fasciste Lon Nol ? Seuls les communistes marxistes-léninistes de France, les anti-impérialistes conséquents ont apporté leur soutien au cours de manifestations.

Faut-il aussi rappeler que dans le deuxième semestre de l'année 1966, les dirigeants révisionnistes trompant leurs militants de base, formèrent des commandos pour agresser les diffuseurs de L'Humanité Nouvelle qui diffusaient également «Le courrier du Vietnam» édité à Hanoi par nos camarades vietnamiens. Ne disaient-ils pas ces révisionnistes que «Le courrier du Vietnam» était imprimé en France par les «prochinois».

Et le 5 mai 1967, 500 à 600 nerfis du parti révisionniste agressaient un meeting organisé à la Mutualité par le Mouvement communiste français (marxiste-léniniste) ayant pour thème «le soutien à la juste lutte du peuple vietnamien», où quatre de nos camarades, en particulier deux ouvriers métallurgistes hospitalisés, subirent les violences fascistes du révisionnisme moderne. Les méthodes fascistes employées furent : matraquage, passage obligé dans un couloir avec nerfis de chaque côté frappant à coups de pieds et de poings, lancement violent de nos camarades

dans l'escalier du premier étage jusqu'au rez-de-chaussée. Ils déchirèrent les portraits de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tse-toung et aussi celui du vénéré Ho Chi Minh ; ils lacérèrent les drapeaux glorieux de la République démocratique du Vietnam et du Front national de libération.

N'est-ce pas sous la protection d'un double cordon de policiers que sortirent les nerfis, car 1 500 à 2 000 manifestants arrivés sur les lieux entre temps, les attendaient à leur sortie.

A la fin de la même année, lors de la création dans l'enthousiasme du Parti communiste marxiste-léniniste de France, le 31 décembre 1967, un commando révisionniste armé attaqua le premier congrès constitutif tirant plus de dix coups de feu, blessant sérieusement un militant marxiste-léniniste.

Combien d'agressions social-fascistes aux portes des usines, dans les quartiers, sont pratiquées encore aujourd'hui dans l'ombre, lorsque les travailleurs sont pour l'essentiel à l'intérieur de l'usine ou rentrés à leur domicile ?

Même avec son projet de «déclaration des libertés» la clique Marchais-Leroy trompe de moins en moins de travailleurs car c'est dans les luttes quotidiennes, classe contre classe, que la classe ouvrière démasque les agents du social-impérialisme russe et s'arrache effectivement au révisionnisme moderne.